

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 31/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FAPROREAL (ex GMG ex FAPROGI)

LE BOIS DE LA DROUE
ROUTE DE L'ETANG D'OR
78120 Rambouillet

Références : -
Code AIOT : 0006503472

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2025 dans l'établissement FAPROREAL (ex GMG ex FAPROGI) implanté Route de l'Étang d'Or 78120 Rambouillet. L'inspection a été annoncée le 07/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les granulés de plastique industriel (GPI) sont définis comme des matières plastiques commercialisées sous différentes formes, dont les dimensions externes sont supérieures à 0,01 mm et inférieures à 1 cm.

Chaque année entre 52 000 et 185 000 tonnes de GPI sont déversées accidentellement dans l'environnement au niveau européen, depuis des sites industriels, des sites de manipulation, ou lors de leur transport. Cela représente l'équivalent de 2 100 à 7 300 camions de granulés déversés avec la contrainte supplémentaire d'être difficilement récupérables une fois disséminés dans l'environnement. Les granulés s'accumulent alors en mer, dans les eaux de surface et les fleuves, sur

les plages (dans le sable), et sont facilement ingérées par un grand nombre d'organismes vivants, directement ou par le biais de la chaîne alimentaire.

Dans le cadre de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire du 10 février 2020, l'article 83 a introduit à l'article L.541-15-11 de nouvelles dispositions afin que les sites de production de granulés de plastiques, de manipulation ou d'utilisation, et de transport de granulés soient dotés d'équipements et de procédures pour prévenir les pertes et fuites de GPI qui représentent une partie des microplastiques susceptibles de se retrouver dans l'environnement. L'inspection est menée dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées, visant à vérifier le respect des dispositions réglementaires relatives à la prévention de la perte de granulés de plastiques industriels (GPI) dans l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAPROREAL (ex GMG ex FAPROGI)
- Route de l'Étang d'Or 78120 Rambouillet
- Code AIOT : 0006503472
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FAPROREAL, basée à RAMBOUILLET, est spécialisée dans la fabrication de shampoings, après-shampoings et gels douche. L'installation est régulièrement autorisée. L'activité du site relève du régime de l'autorisation de la législation des installations classées au titre de la rubrique 2630 (Détergents et savons (fabrication de ou à base de) à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410. La capacité de production étant : a) Supérieure à 50 t/ j) et est encadrée notamment, par les arrêtés préfectoraux n° 09-136/DDD du 20 octobre 2009 (arrêté réglementant l'ensemble du site), n°2014155-0004 du 4 juin 2014 (arrêté réglementant la chaudière biomasse) et arrêté du 10/01/2011 (arrêté réglementant les activités du site ALPLA).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prévention pertes GPI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Sans objet
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est soumis à la réglementation relative à la prévention de la dispersion des granulés plastiques industriels (GPI) dans l'environnement.

Lors de la visite, l'inspection n'a constaté aucune présence de granulés au sol, ni à l'extérieur ni à l'intérieur du local d'utilisation des GPI.

L'exploitant dispose de plusieurs documents relatifs à la prévention de la dispersion des GPI.

Le site est doté d'équipements destinés à empêcher tout rejet de GPI dans l'environnement

Le site ne dispose pas de site internet propre. En revanche, son groupe dispose d'un site internet. L'exploitant doit mettre à la disposition du public, sur le site internet de son groupe, une synthèse de chaque rapport d'audit concernant son site, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022,

les sites mentionnés font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.

Article D.541.360:

Pour l'application de l'article L. 541-15-11 et au sens de la présente sous-section, on entend par :
[...]

2° " Granulés de plastiques industriels ", les matières plastiques commercialisées sous différentes formes, dont les dimensions externes sont supérieures à 0,01 mm et inférieures à 1 cm ;

3° " Sites de production, de manipulation et de transport ", les sites industriels où sont fabriqués, manutentionnés, stockés, utilisés, ou transformés des granulés de plastiques industriels et au sein desquels la quantité totale de granulés de plastiques industriels susceptible d'être présente est supérieure à 5 tonnes, ainsi que les aires de lavage de citernes, fûts et autres contenants de transport de granulés de plastiques industriels.

Constats :

L'inspection a constaté que la manipulation des granulés de plastiques industriels (GPI) est effectuée dans un local fermé situé dans le bâtiment C.

Les deux lignes de fabrication de flacons à partir de granulés de polyéthylène haute densité (PEHD), par extrusion-soufflage, présentes sur le site, sont concernées par la réglementation relative à la prévention de la perte de granulés plastiques dans l'environnement. En revanche, les huit lignes de fabrication de flacons en PET (poly(téréphtalate d'éthylène)), par soufflage de préformes en PET, ne sont pas concernées par cette réglementation.

Les granulés sont livrés par camion et stockés dans trois silos d'une capacité de 40 tonnes chacun. La quantité totale de granulés de plastiques industriels susceptible d'être présente dans les silos est donc de 120 tonnes. Leur granulométrie est estimée entre 3 et 4 mm.

Les broyés (chutes générées au cours de la fabrication, reprises et broyées au niveau de chaque machine) d'un volume d'environ 3 tonnes, ainsi que les colorants, sont stockés en sacs ou dans de grands bacs et entreposés dans la zone dite « broyés », située dans le bâtiment C.

La quantité totale de granulés de plastiques industriels susceptible d'être présente sur le site est largement supérieure à 5 tonnes. En conséquence, le site est soumis à la réglementation relative à la prévention de la perte de granulés de plastiques dans l'environnement (articles L. 541-15-11 et D. 541-360 à D. 541-364 du Code de l'environnement).

Les sujets relatifs aux équipements et aux procédures visant à prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement, ainsi qu'aux inspections régulières, sont détaillés aux points de contrôle n° 2, 3 et 4 du présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361

Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont

associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan identifiant les zones susceptibles d'être présents des granulés plastiques industriels (GPI), notamment les silos de stockage, la zone d'utilisation, la zone de stockage des broyées et la zone de déchets.

Les GPI sont livrés par camion et stockés dans trois silos d'une capacité unitaire de 40 tonnes. Ces silos sont implantés sur une rétention globale.

Le site est équipé de trois réceptacles fixes pour pellets (un par silo) ainsi que d'un bac de rétention mobile, afin de prévenir tout déversement de GPI au sol lors des opérations de livraison par camion. Les quatre regards d'eaux pluviales situés autour des silos de stockage de GPI et de la zone de dépotage, sont équipés de filtres métalliques perforées d'un maillage inférieur à 2 mm. Ces filtres étaient propres le jour de la visite. L'exploitant a précisé que les regards font l'objet d'inspections régulières, au minimum une fois par mois.

L'accès au local dédié à la manipulation des GPI est systématiquement fermé et réservé au personnel autorisé.

Les GPI, utilisés comme matière première, sont transportés par aspiration depuis les trois silos de stockages jusqu'au mélangeur de chaque ligne de fabrication de flacons en PEHD. Les colorants sont ajoutés manuellement dans les mélangeurs.

L'exploitant a indiqué que les chutes générées au cours de la fabrication sont reprises et broyées au niveau de chaque ligne de fabrication de flacons en PEHD. Les dimensions externes des broyées sont très variables mais restent inférieures à 1 cm. Ces broyés sont ensuite soit réintégrés directement en tant que matière première dans les mélangeurs, soit conditionnés en sacs plastiques ou dans de grands bacs, puis stockés dans la zone dite « broyés » en vue d'une utilisation ultérieure. Les colorants sont conservés dans leurs sacs d'origine sur des racks et stockés également dans cette zone.

Le broyeur est doté d'un filtre destiné à limiter les émissions de poussières dans le local.

Lors de l'inspection, la présence de dispositifs permettant la récupération des GPI en cas de dispersion au sol a été constatée, notamment un balai, une balayette, une pelle ainsi qu'un système d'aspiration centralisé.

L'exploitant a précisé que :

- le sol du local de production fait l'objet d'un nettoyage quotidien à l'aide d'un autolaveur ;
- les eaux de lavage issues de l'autolaveur sont vidangées au-dessus d'une grille métallique perforée d'environ 0,5 cm, située au niveau de la déchetterie interne, permettant la rétention des déchets solides. Elles sont ensuite acheminées, via une canalisation, vers la STEP interne ;
- les effluents liquides sont soumis à un dégrillage à l'entrée de la STEP interne, puis à une succession de traitements physiques et chimiques, incluant des étapes de filtration et d'ultrafiltration au sein de la station d'épuration interne. Le maillage des membranes d'ultrafiltration est de 0,1 µm, permettant ainsi de garantir l'absence de relargage de microplastiques dans les eaux traitées rejetées vers la STEP collective.

Lors de la visite, l'inspection n'a constaté aucune présence de granulés au sol, ni à l'extérieur ni à l'intérieur du local d'utilisation des GPI.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ; f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ; g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de plusieurs documents relatifs à la prévention de la dispersion des granulés plastiques industriels dans l'environnement, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une cartographie des zones à risques ; • une fiche d'instructions en cas de déversement accidentel de granulés plastiques ; • une fiche de réflexe en cas d'épandage de pellets plastiques ; • une fiche de rapport de nettoyage et d'inspection des moyens de rétention ; • une fiche de suivi des formations. <p>L'audit des procédures a été réalisé le 15 octobre 2025 par le Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE) (cf. point de contrôle n° 4).</p> <p>Par ailleurs, des consignes relatives à la prévention de la dispersion des GPI, traduites en plusieurs langues, sont affichées au niveau des trois silos de stockage des GPI.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai d'un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022. .
Constats : Par courriel du 01/12/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport d'audit, daté du 15 octobre 2025, réalisé par le Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE). Ce rapport mentionne une non-conformité relative au point e) « Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 » ; Par courriel du 01/12/2025, l'exploitant a également transmis à l'inspection une copie de la fiche de réponse relative à la non-conformité mentionnée dans le rapport d'audit. L'exploitant a indiqué que le dossier est passé en commission et que cette non-conformité a été levée. Toutefois, il n'a pas encore reçu la notification correspondante. L'exploitant n'a pas mis à la disposition du public la synthèse du rapport d'audit. L'exploitant a précisé que son groupe dispose d'un site internet, mais que son site ne dispose pas de site internet propre. Le sous-traitant, la société ALPLA, ne possède pas non plus de site internet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Conclusion : Le site ne dispose pas de site internet propre. En revanche, son groupe dispose d'un site internet. L'exploitant doit donc mettre à la disposition du public, sur le site internet de son groupe, une synthèse de chaque rapport d'audit concernant son site, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois